



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Le-temps-et-l-argent-les-deux>

Lectures

Le temps et l'argent, les deux trous noirs

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2001 - N° 1007 - février 2001 -

Date de mise en ligne : mardi 30 décembre 2008

Date de parution : février 2001

Description :

Deuxième partie de l'analyse de "Les trous noirs de la science économique", de J. Sapir.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Dans notre dernier numéro, saluant la remise en question de la science économique par plusieurs ouvrages récents, nous avons cité celui de l'économiste Jacques Sapir, intitulé Les trous noirs de la science économique, et proposé une analyse de la première moitié de ce livre.

Avant de présenter la suite, soulignons que la contestation des étudiants en "science économique" dérange certains économistes sûrs d'eux. C'est le cas d'un professeur américain, Robert Solow, qui défendait sa boutique, dans Le Monde du 3 janvier, en expliquant que les reproches ne pouvaient s'adresser qu'au mauvais enseignement français, puisque la théorie néoclassique est irréprochable. Son argument se résumait en une interrogation provocatrice, posée en toute modestie : « Sur la question de la dominance néoclassique : pour quelle raison la science économique américaine est-elle aussi dominante à travers le monde ? »

Rappelons que la première partie du livre de Jacques Sapir [\[1\]](#) était consacrée à la théorie de l'équilibre général, qualifiée de machine à décerveler, et au débat sur les mérites respectifs du marché et de la planification, débat abandonné depuis les années 30, mais jamais tranché. En ce qui concerne le temps, l'auteur n'a pas de mal à montrer que la théorie classique, dite de l'équilibre général, nie purement et simplement le temps, négligeant même la durée de toute action, de toute formation et de tout ajustement. Il lui oppose le problème du "joueur en second" qui, parce qu'il prend sa décision après, dispose d'un avantage potentiel sur le "joueur en premier", et il montre l'importance de cette distinction dans le marché du travail : elle est constitutive du salariat (le salaire est fixé avant que l'employeur sache la qualité du travail qui sera fourni ; l'entreprise demande souvent des efforts supplémentaires aux employés, qui doivent les fournir d'abord, sans garantie quant à leurs conséquences), cette distinction est également importante dans le marché des biens (l'acheteur paie d'abord, avant de vérifier par l'usage si le bien acheté répond à ses espérances). L'auteur en conclut qu'il y a un mouvement permanent d'aller et retour entre les niveaux micro et macro-économiques, qui s'oppose radicalement à la vision de l'économie dominante. Et il tire les conséquences de la réintroduction du temps dans la "science économique" : la première est que contrairement à ce qu'avait dit L.Jospin à propos d'une récente décision de Michelin, l'intervention publique, sous la forme de réglementations et de contrôle, est nécessaire. La seconde est même qu'il faut limiter la concurrence pour permettre de prendre des décisions de meilleure qualité que celles qui sont prises dans le but d'être le premier sur un créneau... Enfin que soumettre un agent à une flexibilité totale en détruisant ses routines, ce que voudrait le Medef, c'est l'amener à prendre de mauvaises décisions. En fait, « la question de la coordination de décisions décentralisées et de la mise en cohérence de leurs effets est la question centrale de l'économie et cette réflexion sur le temps montre que les comportements décentralisés ont besoin d'une décision centralisée ... Soutenir la nécessité de la construction d'espaces de controverses, de médiations et de traducteurs, montrer que les choix engageant l'avenir sont profondément politiques et non techniques, ce n'est pas autre chose que soutenir l'indispensable présence d'une action publique multiforme. » Celle-ci « ne saurait être stable si elle repose sur l'élection à intervalles

réguliers de représentants. Elle impose de pouvoir se fonder sur autre chose, en particulier des mécanismes de participation collective et de contrôle politique régulier ».

On ne saurait montrer plus clairement la nécessité de notre démarche pour étendre enfin la démocratie à l'économie !

Vient alors la question que tout économiste refuse toujours d'aborder, même s'il est animé de la plus grande objectivité, comme René Passet ou André Gorz : celle du rôle joué dans le système économique par la monnaie.

Sur sa "quatrième de couverture", le livre interpelle le passant : « Pourquoi la science économique, celle que l'on enseigne aujourd'hui à tous les étudiants du monde, de Chicago à Moscou en passant par Paris, celle qui fonde le discours universel des experts, a-t-elle construit un modèle d'économie qui exclut les questions de l'argent et du temps ?... Pourquoi les économistes, dont le discours envahit notre vie, parlent-ils avec un bâillon sur la bouche ? »

Jacques Sapir ne craint pas, lui, d'affirmer que « la question de la monnaie est fondamentale quand on veut tirer ... les conséquences du rejet du postulat d'homogénéité et intégrer le temps » alors qu'il a remarqué que ses collègues, qu'ils soient du côté des monétaristes ou qu'ils penchent pour la planification, balancent tous entre deux extrêmes : ou bien, par fidélité à la tradition classique, ils nient que la monnaie puisse jouer un rôle, ou bien ils en font la pierre de touche de toute l'économie.

Il commence par démolir le credo dominant sur lequel s'appuient les monétaristes pour prétendre que la monnaie n'aurait aucune influence sur l'économie réelle. Il en montre les incohérences à la fois par un raisonnement dont la logique est parfaite, et par la confrontation avec des données réelles et incontestables.

À l'opposé, l'essentialisme monétaire, qui a pour origine *La Violence de la monnaie*, de Michel Aglietta, a le mérite de considérer la monnaie comme une institution, un lien social privilégié, mais cette école, si elle a raison de considérer que la monnaie est un symbole, a également le tort, selon Sapir, de réduire tous les liens sociaux à ce seul symbole, selon une vision qui remonterait à Marx. Notre auteur va même très loin dans cette voie, je le cite « Cela permet de comprendre, d'ailleurs, avec quelle facilité de anciens marxistes, une fois qu'ils abandonnent la perspective de la révolution, peuvent se transformer en panégyristes de l'économie de marché. Ce n'est pas un hasard si, en France, l'apologie de la mondialisation est le fait de personnes se situant ou s'étant situées dans une gauche qui n'avait assimilé du marxisme que sa dimension prophétique ». Cette réflexion risque de faire couler beaucoup d'encre... mais pour Sapir, ce que Marx propose c'est de considérer « la nature contradictoire de la monnaie, à la fois médiation et instrument des conflits sociaux. »

Ce qu'il omet de préciser c'est qu'à ses yeux, il n'est toujours question que d'une seule et unique sorte de monnaie, la monnaie capitaliste, qui en plus d'être un pouvoir d'achat est créée pour rapporter intérêts.

Cette restriction est toujours présente, même dans les pages suivantes où il avance ses éléments d'une théorie réaliste de la monnaie qui se veulent de solides pistes de recherche.

Dans son analyse du rôle de la monnaie comme moyen d'échange, il commence par montrer que la monnaie ne supprime pas l'inégalité des deux parties qui échangent. Et il démonte bien la profonde illusion que propagent les économistes "standards" en voulant faire croire qu'une monétarisation complète des échanges se traduirait par la

disparition de cette inégalité. Il va plus loin et démontre que la concurrence est, par nature, inégale à moyen et long termes et même qu'une logique purement monétaire peut réduire (dans le système capitaliste s'entend) les gains en richesses, en limitant l'offre de services collectifs. Suit une intéressante démonstration sur les conditions qui permettent les deux libertés fondamentales des agents économiques, celles de contracter quand ils veulent et avec qui ils veulent.

Il ressort de cette démonstration que pour pouvoir agir dans un univers qu'il ne maîtrise pas, l'argent doit suivre des règles qui sont une limitation à sa liberté... Donc tout le contraire du but poursuivi par les meneurs néolibéraux, que ce soit à l'échelle européenne ou à l'échelle mondiale.

La monétarisation de toute l'économie, voilà la modernité pour les économistes classiques. C'est une profonde erreur, explique notre auteur, à l'aide d'une intéressante étude de la démonétarisation des échanges, c'est-à-dire du troc, qui n'est pas du tout une survivance du passé, mais qui témoigne « de l'inscription de l'agent économique à un réseau... lequel agit comme une institution capable d'expulser tout acteur qui ferait preuve d'indiscipline. Le réseau de troc fonctionne comme une institution locale, productrice de règles et de normes, donc de prévisibilité pour les participants, et qui se substitue aux institutions générales, c'est-à-dire celles de l'état, quand elles sont déficientes. »

Voici qui explique tant ce qui se passe en Russie que le développement des SELS, avec, dans les deux cas, la prolifération de monnaies parallèles. Le développement du troc est le signe de la mise en place d'une nouvelle logique économique privilégiant des liens sociaux fondés sur les rapports personnels et des complémentarités assumées.

La monnaie ne saurait donc se penser seule, conclut J. Sapir, « il faut des institutions non monétaires pour que la monnaie puisse fonctionner, et, en amont, du politique. Il faut penser la monnaie simultanément, ...complémentairement, à des relations non monétaires ». Voilà qui met à mal l'institution de la Banque centrale européenne !

« La gestion de la monnaie ne doit donc pas viser sa neutralisation, mais la cohérence entre la norme monétaire et les autres normes qui l'entourent et lui donnent sens, comme la structure de répartition des revenus que l'on considère souhaitable, ou le niveau et le rythme des dépenses publiques... Seule la controverse libre et publique se réglant dans des procédures démocratiques est à même de faire émerger dans des sociétés hétérogènes les formes de comptabilité qui sont souhaitables ». Voilà qui conforte nos propositions de conseils économiques et sociaux chargés de prendre en charge, simultanément, les décisions économiques et monétaires.

Le chapitre suivant est une étude de certaines notions qui sont d'actualité, mais sérieusement "en crise".

D'abord la concurrence, puisque tant au niveau des directives de la Commission européenne qu'à celui des principes de l'Organisation mondiale du commerce, on prétend partout qu'accroître la concurrence est socialement profitable et donc qu'il faut développer une politique de concurrence.. Cette affirmation ne résiste pas à l'analyse de J. Sapir pour qui il y a même une contradiction dans cette expression, car politique désigne des actions intentionnelles et coordonnées, alors que concurrence implique que les agents sont décentralisés et agissent sans intention.

En fait, sous les divers aspects de ce concept de concurrence, il s'agit toujours, depuis Adam Smith, de la sacralisation du principe de la main invisible, qu'elle soit assimilée à un mécanisme par les néoclassiques, à un processus par les disciples d'Hayek, ou à une évolution selon les tenants de Schumpeter. La question essentielle est de savoir si la concurrence est efficace, mais on ne peut pas l'évaluer car comment connaître les préférences ? Et sont-elles seulement stables ? ajoute J.Sapir, qui oublie même de rappeler qu'elles sont faussées par l'énorme pression de la publicité...

Il n'empêche que dans un univers concurrentiel chacun veut défendre son savoir-faire, c'est là l'origine des brevets, or ceux-ci empêchent évidemment la diffusion de la connaissance.

La concurrence mène donc sûrement à une sous-utilisation des moyens et est ainsi une source d'inefficience.

Au concept de concurrence est lié celui de la décentralisation, et, partant, celui de l'organisation des services publics, de son partage entre agents publics et privés.

Après avoir souligné que le niveau de l'offre de ces services est inséparable de la répartition des revenus, lesquels sont liés au système fiscal, Jacques Sapir, tout en donnant des arguments en faveur d'une certaine décentralisation, se place dans le cadre même de l'économie libérale pour montrer que le recours à une offre privée de services publics est inefficent... D'autre part, les individus ne peuvent pas évaluer pleinement l'effet d'un bien public tel que l'instruction, la santé, ou les transports, puisqu'ils ne peuvent pas savoir quelle sera la situation dans les quinze ou vingt ans à venir, l'idée d'un marché de ces biens est donc irrecevable au nom même des hypothèses et des principes du marché libéral !

Ayant fait le tour des besoins d'évaluation pour que les décisions soient prises de façon optimale, Jacques Sapir cherche à en déduire les bases sur lesquelles doit se construire un espace de débat démocratique dans le domaine socio-économique : il faut à la fois concentrer les évaluations et déconcentrer les décisions.

L'évaluation, pour être globale, nécessite un cadre centralisé. Et pour que se développe la capacité locale à innover il faut que la collectivité ait les moyens de limiter les capacités de défection des individus, donc que cette capacité soit soumise à un contrôle à la fois direct et indirect de l'instance centrale qui dissémine les informations et fournit ainsi au débat démocratique les éléments d'un choix véritable, les règles d'évaluation étant définies au niveau central. J.Sapir prend l'exemple de l'éducation et en conclut : « tout cela plaide pour laisser une initiative à des niveaux très réduits et sous la condition d'une structure d'évaluation nationale et du respect de cadres institutionnels (les statuts par exemple) sur lesquels les stratégies des agents individuels sont fondées. »

Le temps et l'argent, les deux trous noirs

Ce livre est une mine de réflexions et d'arguments solides à exploiter par les "distributistes" qui défendent la démocratie économique organisée par des conseils économiques et sociaux, gérant les contrats civiques à l'aide d'une monnaie de consommation gagée sur la richesse produite en commun.

[1] "Les trous noirs de la science économique, essai sur l'impossibilité de penser le temps et l'argent", par Jacques Sapir, éd Albin Michel octobre 2000.